

CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

RAPPORT ANNUEL 2016 & PERSPECTIVES 2017



ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

Fondé à Trévise en mai 1990, le
**CONSEIL DES ARCHITECTES
D'EUROPE** (CAE) est l'organisation
représentative de la profession d'architecte au niveau
européen.

LA MISSION DU CAE CONSISTE À

- Influencer, par des prises de position, la législation et les politiques européennes ayant un impact sur ses priorités stratégiques ;
- être une source influente et prisée d'informations fiables sur la profession d'architecte en Europe ;
- s'exprimer d'une seule voix au nom de la profession d'architecte auprès des institutions européennes ;
- être un réseau efficace et représentatif pour les architectes et les bureaux d'architectes européens ;
- créer des conditions d'exercice et un environnement réglementaire propices aux architectes et bureaux d'architecture ;
- démontrer le rôle des architectes dans la création d'une Europe véritablement compétitive, enrichissante et durable.

A CETTE FIN, LE CAE APPLIQUE SES VALEURS FONDAMENTALES, AVEC L'AMBITION D'ÊTRE

- crédible, pertinent, fiable ;
- informé, influent, opportun ;
- innovant, stratégique, visionnaire.

Le **CAE** aspire à être un catalyseur de changements et à promouvoir l'architecture comme une stratégie d'innovation, conduisant à plus de compétitivité et de rentabilité.

Les membres du **CAE** sont des organisations représentant au niveau national les organismes en charge de l'inscription des architectes et les associations professionnelles dans les Etats membres de l'UE, les pays candidats et d'autres pays européens jouissant d'un statut particulier au sein de l'UE. Par leur intermédiaire, le CAE représente les intérêts de 600.000 architectes.

REMERCIEMENTS

Le CAE remercie tous ceux qui ont contribué à son travail au cours de l'année écoulée et l'ont aidé à progresser vers la réalisation de ses objectifs. En particulier :

Les membres du Bureau exécutif 2016 : Le Président, Luciano Lazzari; la Vice-Présidente et trésorière Paula Huotelin ; les coordinateurs Dubravko Bacic, Georg Pendl et Pedro Belo Ravara (Coordinateurs) ; et les membres du Bureau exécutif Richard Brindley, Lionel Dunet, Nicholas Galabov, Lars Jarle Nore, Eugen Panescu, et Ruth Schagemann.

Les Présidents des Groupes de travail du CAE : Richard Brindley, Margaret Hynds o'Flanagan, Nicholas Galabov, Judit Kimpian, Thomas Maibaum, Lars Jarl Nore, Eugen Panescu, Georg Pendl, Ian Pritchard et Ruth Schagemann.

Design ©Tobenotobe by Filigrane Benoît Toussaint

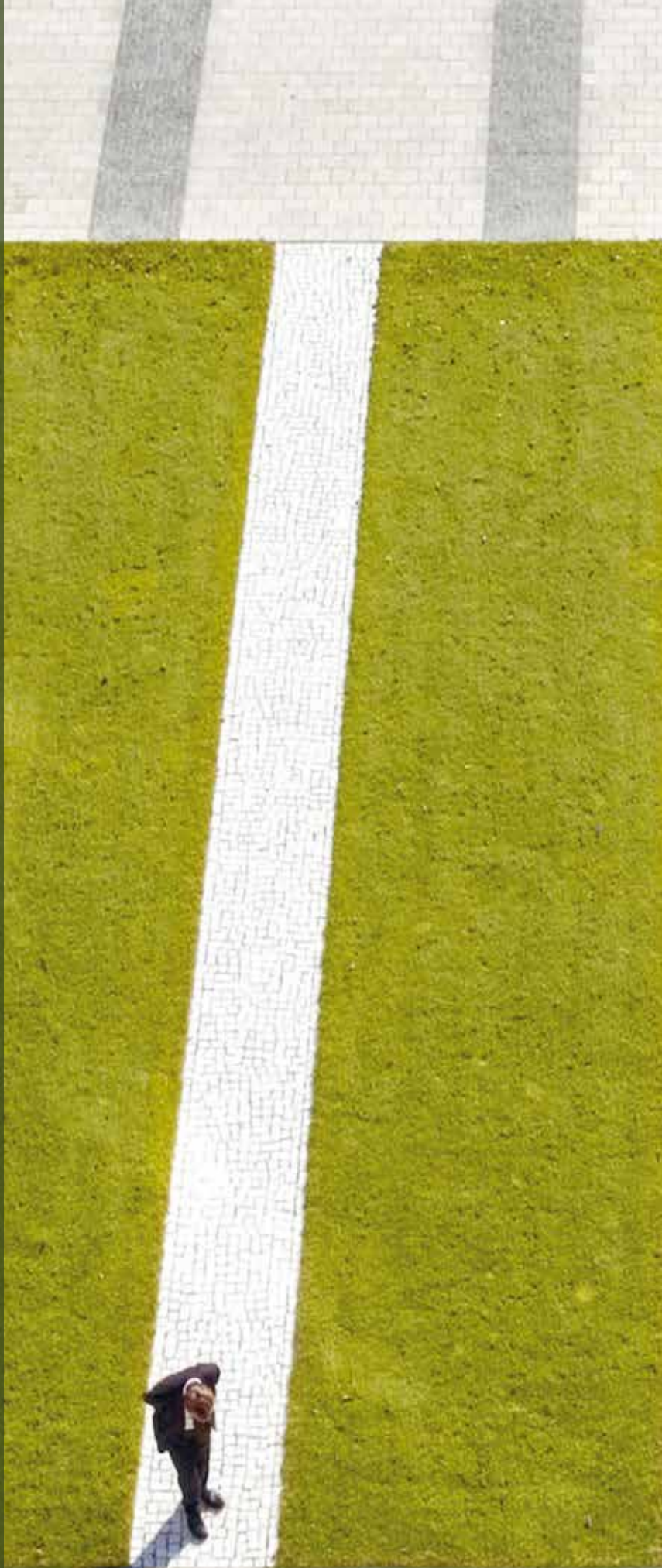


ARCHITECTS' COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

Photo de couverture :
CRICOTEKA
Cracovie, Pologne

Architecte :
Q2 Consortium - WIZJA sp. z o.o.
and nsMoonStudio

Phot : Wojciech Kryński



CONSEIL DES ARCHITECTES D'EUROPE

RAPPORT
ANNUEL
2016 &
PERSPECTIVES
2017

LE CAE EN CHIFFRES

46



nombre
d'organisations membres
du CAE

33



progression en
pourcentage du nombre
de "followers" sur Twitter
depuis 2015

3.300



nombre
d'abonnés
à la page
Facebook

31.789



nombre
de visites
sur le site
Internet du CAE

11



nombre de lettres
d'information
publiées

22+



nombre de sujets
que le CAE suit activement
(Stratégie pour le Marché
Unique, Qualifications
Professionnelles, Directive
Marchés Publics, Directive
Recours, Paquet Services,
Paquet Energie Propre,
Semestre Européen,
Accords commerciaux,
Directive TVA, Programme
Urbain pour l'UE, etc.).

5



nombre
de projets
européens auxquels
le CAE participe

25



progression
en pourcentage du
nombre d'architectes
pour 1000 habitants
depuis 2008

94



pourcentage
des demandes
d'inscription
transfrontalière
satisfaites

600.000

nombre d'architectes en Europe





TABLE DES MATIERES

RAPPORT DU PRÉSIDENT	5	COMMUNICATIONS	16
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	6	ALLIANCES STRATÉGIQUES ET RÉSEAUX	17
POINTS CLÉS	7	RAPPORT DE LA TRÉSORIÈRE ET RÉSULTATS FINANCIERS POUR 2016	18
SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU	9	GOUVERNANCE DU CAE / BUREAU EXÉCUTIF / SECRÉTARIAT	19
OPTIMISER LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE	11	PRIORITÉS, CONTEXTES POLITIQUES ET OBJECTIFS POUR 2017	20
PROMOUVOIR UNE ARCHITECTURE RESPONSABLE	12	ORGANISATIONS MEMBRES	24
PROJETS FINANCÉS PAR L'UE	14		



PINE BEACH ECO RESORT
Pakostane, Croatie
Architecte :
Drazen Juracic & Jelena
Skorup, Aries Ltd
Photo : Tamas Bujnovszky



RAPPORT DU PRÉSIDENT

Luciano Lazzari

Afin de préparer l'avenir, nous avons développé nos contacts avec le réseau des écoles d'architecture. La deuxième édition du Prix du meilleur diplôme CAE-AEEA-IMU a été organisée et le projet ERASMUS+ s'est poursuivi. J'ai accordé une grande importance à la diffusion du travail du CAE, en particulier dans mon propre pays, lors de nombreux événements de formation professionnelle continue à Milan, Padoue, Turin et Rome et j'espère que d'autres en font autant dans leur pays.

J'ai continué de développer des liens avec les autres régions du monde, assistant au congrès ARCASIA à Hong Kong, où j'ai pu rencontrer des représentants de l'Institut Coréen des Architectes (KIRA) pour poursuivre les pourparlers en vue d'une reconnaissance mutuelle. Nous avons également créé un groupe de discussion pour examiner l'internationalisation et les nouveaux modèles économiques.

Des efforts considérables ont été déployés pour renforcer nos actions dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques. J'ai présidé une table ronde lors du Sommet des Leaders à Madrid (Madrid Leaders Summit) et le CAE a apporté sa propre vision à un document plus large présenté lors de la Journée des Bâtiments organisée par l'Alliance Mondiale des Bâtiments et de la Construction lors de la COP22 à Marrakech.

En tant que Président, j'ai répondu aux invitations des Organisations membres, autant que le temps et le budget le permettaient, en prenant la parole lors de manifestations à Catane, Lisbonne, Porto et Bratislava, entre autres. J'ai également redoublé nos efforts pour la défense de nos intérêts, en assistant à de nombreuses réunions dans diverses Directions Générales de la Commission européenne. J'ai notamment rencontré Dominique Ristori (Directeur Général de la DG ENER) suite à notre collaboration lors de la conférence COP21 à Paris fin 2015 ; Michel Magnier (Directeur, DG Culture) pour chercher à approfondir la collaboration avec le Prix Mies van der Rohe ; et aussi différents Chefs d'Unité à la DG GROW (qualifications professionnelles, services, marchés publics, BIM) et à la DG TRADE (au sujet de l'accord que nous avons développé avec le Regroupement des Ordres d'Architectes du Canada – CALA).

2016 a été une année chargée et 2017 le sera probablement également, étant donné le nombre et l'éventail des questions que nous devons aborder. Nous avons planifié une conférence sur le thème de l'éducation en mai. Nous devons intensifier notre travail sur la réglementation professionnelle, notamment en réponse au Paquet législatif de la Commission sur les Services et les propositions relatives à une Directive sur la proportionnalité et la Carte de Services. Nous organiserons un atelier sur l'énergie en réponse au Paquet Energie de la Commission et nous prévoyons de finaliser les Accords de Reconnaissance Mutuelle avec le Canada et la Corée du Sud.



RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Ian Pritchard

PLAN D'ACTIVITÉS

En 2016, nous avons élaboré un plan d'activités, afin de :

- promouvoir des normes professionnelles de haut niveau – pour protéger l'intérêt public et assurer la compétitivité au niveau mondial ;
- optimiser la mobilité professionnelle – pour stimuler l'emploi et la croissance dans l'UE ;
- promouvoir une Architecture Responsable – pour un avenir durable.

ACTIONS

Pour soutenir ces objectifs politiques, nous avons développé une série d'actions dans neuf domaines :

- Éducation, formation et développement – enquêtes sur l'apprentissage tout au long de la vie et l'accréditation, pour promouvoir une plus grande convergence des normes, optimiser la mobilité et préparer l'avenir ;
- Réglementation - suivi de son impact sur la profession; réponse aux consultations relatives à la Stratégie pour le Marché Unique portant sur la réglementation des professions et la carte de services ;
- Éthique – mise à jour du Code de Déontologie du CAE ;
- Internationalisation – travail pour aligner les normes européennes et internationales (y compris les négociations sur les ARM avec CALA (Canada) et KIRA (Corée du Sud) ;
- Exercice professionnel – travail sur l'assurance ; promotion dans les marchés publics de la sélection basée sur la qualité et les concours ; position du CAE sur la modélisation de l'information du bâtiment (BIM) ;
- Entreprenariat – afin d'améliorer la compétitivité mondiale des architectes européens, s'engager dans les programmes de l'UE pour l'acquisition de compétences professionnelles ; développer l'aide à l'exportation ;
- Responsabilité – réponse à la consultation sur la Directive Efficacité Énergétique ; suivi de la révision de la Directive sur la Performance Énergétique des Bâtiments ; contribution à la réalisation des objectifs de la COP21 ;

- Valeur – mise en place de travaux pour la reconnaissance de la valeur de la conception dans le cycle de vie du projet en tant qu'investissement intelligent ; analyse de l'impact de l'architecture sur la qualité de la vie ;
- Recherche & Innovation – poursuite des projets financés par l'UE, ERASMUS +

La plupart de ces actions ont été réalisées ou sont en cours de réalisation (voir les rapports des Coordinateurs et des Présidents des Groupes de Travail). Nous les remercions pour leurs efforts, sans lesquels nous ne pourrions pas fonctionner.

DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

Compte tenu de l'environnement de plus en plus difficile dans lequel nous avons travaillé à Bruxelles l'année dernière, j'ai rédigé un plan de continuité des activités qui complète le Registre des risques établi il y a quelques années. Dans l'éventualité où nos bureaux seraient inutilisables ou inaccessibles, ou si le personnel n'était plus disponible, certaines personnes clés pourront accéder aux informations vitales pour permettre au CAE de poursuivre ses activités, sur une base modifiée ou réduite.

REPRÉSENTATION D'INTÉRÊTS

Outre le dialogue avec nos interlocuteurs habituels à la DG GROW sur les sujets relatifs à la réglementation professionnelle, développé au nom de nos Organisations membres, nous avons développé de nouvelles relations avec la DG ENER, la DG ENV, la DG CLIMA et la DG EAC.

ÉTATS MEMBRES

Alors que l'essentiel de notre activité est clairement à Bruxelles, nous avons également été présents dans un certain nombre d'États membres dans des réunions organisées par des organisations membres en Autriche, République tchèque, France, Allemagne, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Slovaquie et Grande-Bretagne.



YELLOW ELEPHANT
Ostrow Mazowiecka, Pologne
Architecte : Xystudio
Photo : Xystudio



POINTS CLÉS

STRATÉGIE POUR LE MARCHÉ UNIQUE

Le CAE a organisé une session d'une demie journée pour les Organisations Membres avec des représentants de la Commission européenne afin de discuter de l'impact de la Stratégie pour le Marché Unique sur la profession d'architecte. La Commission européenne soutient qu'une mise en œuvre plus ambitieuse de la Directive Services pourrait permettre de gagner 1,8% de PIB. Il est prévu que toutes les mesures présentées dans la Stratégie pour le Marché Unique (SMU) soient présentées d'ici 2018. Parmi celles déjà adoptées ou en cours de développement : le paquet sur le commerce électronique (pour contrer le géo-blocage) ; le paquet sur la normalisation (pour veiller à ce que l'UE reste un centre mondial) ; l'économie collaborative (nouveaux modèles économiques) ; et l'initiative sur les jeunes entreprises et la croissance des entreprises, comprenant des mesures pour l'accès au financement et de nouvelles propositions en matière d'insolvabilité.

La publication du Paquet législatif sur les Services prévue pour la mi-décembre a été reportée à la mi-janvier. Il devrait comprendre des recommandations sur les professions réglementées, une proposition de carte de services et une méthodologie permettant aux États membres d'évaluer la proportionnalité des réglementations professionnelles, pour veiller à ce qu'elles soient adaptées à leurs objectifs, proportionnées et qu'elles ne limitent pas de manière excessive l'accès aux professions.

Si la SMU contient des éléments positifs (aide aux PME, start-ups, marchés, assurances, TVA), le CAE regrette que la profession d'architecte soit de nouveau examinée. Il s'avère que les différentes approches en terme de réglementation ne constituent pas en soi un obstacle à l'approfondissement du marché intérieur ; les réglementations ex ante et ex post sont deux routes permettant de réaliser les mêmes objectifs et permettent déjà de satisfaire 94% des demandes transfrontalières d'inscription.

En ce qui concerne les réserves d'activités, le rapport de la Commission de 2012 a confirmé que les différentes approches réglementaires n'ont pas d'impact clair sur la performance économique des entreprises de services. L'accès à la profession n'est pas un problème (aucun numerus clausus) et il n'y a pas de pénurie de professionnels qualifiés (au contraire, il y a encore du sous-emploi dans certains pays).

Il est important de noter que les architectes ne sont pas des investisseurs : ils suivent l'investissement et, si les mouvements transfrontaliers se sont réduits, ils ont été freinés par le manque d'opportunités économiques. Aussi bien le CAE (cf. Etude de Secteur) que la DG REGIO ont constaté que les préoccupations principales des professionnels n'étaient pas réglementaires, mais plutôt liées à la langue, à la culture, à la relocalisation et aux problèmes personnels. En outre, 96% des bureaux d'architecture sont des PME, encore exclues des marchés publics en raison des critères en terme de chiffre d'affaires.

Les réformes en Grèce n'ont pas affecté les prix et n'ont pas diminué les normes en matière d'éducation (ou les normes d'entrée), ce qui prête à croire qu'il n'y a pas eu d'impact sur la qualité des services.

En conclusion, il a été constaté que la réglementation est un continuum, et non quelque chose de binaire. Il n'est pas question d'une opposition entre «octroi de licence» et «pas de réglementation». Nous ne pouvons pas tout faire - et nous ne pouvons pas ne rien faire. Un débat sur une meilleure réglementation est nécessaire.

En ce qui concerne la proposition de carte européenne de services, le CAE a cherché à éviter tout chevauchement avec la Carte professionnelle européenne, à clarifier quelle serait sa valeur ajoutée, qui la délivrerait et qui paierait.

EDITION 2016 DE L'ETUDE DE SECTEUR DU CAE

Cette cinquième édition de l'Etude de Secteur du CAE est le rapport le plus complet sur la profession d'architecte en Europe. L'édition 2016 a reçu 27 000 réponses provenant de 27 pays européens, couvrant 94% de la profession. L'étude a prouvé son utilité en fournissant une base factuelle pour nos positions politiques. Elle renforce la crédibilité du CAE dans ses rapports avec les décideurs européens.

L'Etude de Secteur a été particulièrement importante au cours de l'évaluation mutuelle des professions réglementées et pour la période qui a précédé la publication du paquet législatif sur les Services. De plus, elle permet aux Organisations Membres du CAE, aux chercheurs et aux médias d'établir des comparaisons utiles entre les pays européens et de contextualiser les situations nationales. L'Etude nous permet de suivre les tendances sur le long terme et de mieux comprendre l'évolution de la profession depuis la crise économique.

L'Etude de 2016 révèle des signes de reprise sur le marché de l'architecture et des perspectives positives pour la profession : la valeur du marché de l'architecture a augmenté, le revenu moyen est plus élevé pour la plupart des tailles de bureau d'architecture, le nombre d'architectes indépendants a diminué et les charges de travail pour la prochaine année devraient augmenter. Les tendances en moyenne positives au niveau de l'UE ne doivent toutefois pas cacher le fait que la croissance est plus faible dans le sud.

Ces résultats soulignent la nécessité de prendre des mesures fortes et ciblées à tous les niveaux de gouvernance afin d'accélérer et de consolider la reprise du secteur tout en assurant la sécurité et la qualité du cadre de vie bâti. Le CAE contribue à sensibiliser les décideurs politiques au niveau européen sur les défis auxquels la profession est confrontée.

Le CAE remercie toutes les Organisations membres pour leur soutien, ainsi que tous les architectes qui ont répondu à notre enquête et rendu possible cette nouvelle édition de l'Etude de Secteur.



IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGLEMENTATION

Avec l'apport d'une subvention de recherche du CAE, l'Université de Cologne a mené des recherches sur l'impact économique des différentes approches réglementaires sur le secteur de l'architecture en tenant compte des différents arguments avancés par la Commission lors de l'exercice d'évaluation mutuelle. La recherche a examiné cinq questions :

- Les entreprises du secteur de l'architecture sont-elles trop petites du fait d'une concurrence insuffisante ?
- Les marges bénéficiaires dans certaines parties du secteur de l'architecture en Europe sont-elles trop élevées en raison d'une concurrence insuffisante ?
- La productivité du secteur de l'architecture en Europe est-elle trop faible en raison d'une concurrence insuffisante ?
- Les réglementations de certains États membres sont-elles anticoncurrentielles par rapport à d'autres, au regard de l'indicateur de l'OCDE ?
- Des réformes utiles sont-elles possibles ?

L'étude conclut que :

- La taille moyenne de l'entreprise n'est pas un indicateur significatif d'inefficacité en raison des variations dans la sous-traitance et des préférences des consommateurs. En outre, il n'y a pas de modèle réglementaire qui génère des entreprises plus petites et peu de restrictions à la coopération interprofessionnelle ou des frais fixes pour réduire les avantages potentiels des économies d'échelle ;
- Les taux de marge brute d'exploitation ne sont pas un indicateur fiable des niveaux de concurrence car, dans le cas d'un nombre élevé d'indépendants, l'indicateur serait systématiquement biaisé (sans employés et souvent achetant des services, ils ont - par définition - un taux de marge brute d'exploitation de 100%, même si les marges bénéficiaires peuvent à peine supporter le propriétaire-gestionnaire) ;
- La productivité est généralement plus faible dans le secteur des services parce qu'elle est à plus faible intensité de capital. Dans l'ensemble de l'économie, plus de 4% du chiffre d'affaires est investi dans des biens matériels comme des machines, des ordinateurs et des logiciels (dans le secteur de l'architecture, cela est inférieur à 3%).
- L'indicateur de l'OCDE sur la Réglementation des Marchés de Produits (PMR) est relativement élevé pour l'architecture, en partie parce que la Commission européenne utilise un sous-ensemble de «règles d'entrée» (ex ante) du PMR (alors que les valeurs sont plus faibles pour la «réglementation de conduite» (ex post)). En conséquence, l'indicateur de l'OCDE ne représente pas de manière fiable l'intensité réglementaire et tend à comparer «des pommes et des poires». La manière dont les États membres assurent le respect de la réglementation en matière de construction n'est pas prise en compte : cette responsabilité peut incomber aux architectes ou à une autorité de surveillance. Bien que l'intensité réglementaire globale et la compétitivité soient similaires, l'indice de l'OCDE révèle des valeurs très différentes. Le premier système protège l'intérêt public par un contrôle ex ante (en fixant des exigences pour les formations, les admissions et la surveillance des Chambres) ; le second système prévoit un contrôle ex post, notamment via des obligations en matière de

responsabilité. Les deux systèmes sont considérés équivalents d'un point de vue économique et juridique, mais l'indicateur de l'OCDE favorise le contrôle ex post. Il est intéressant de noter que selon les chiffres d'Eurostat les prix ont augmenté plus fortement dans les États membres où une adhésion à une chambre n'est pas obligatoire (c'est-à-dire ceux avec une réglementation ex post), de sorte que la réglementation ex ante ne conduit pas à des prix plus élevés.

- Des réformes sont possibles en matière de coopération interprofessionnelle pour encourager la prestation conjointe de services au sein d'une même entreprise, ou en abandonnant les restrictions en matière de publicité. Toutefois, en ce qui concerne les barèmes d'honoraire obligatoires, l'étude conclut que les recherches doivent être poursuivies.

En résumé, *moins de réglementation n'est pas toujours mieux – mieux est mieux !*

SOMMET DES LEADERS À MADRID, GLOBAL ABC ET COP 22

Le Sommet des Leaders (*Leaders' Summit*) qui s'est tenu à Madrid, organisé par la Région Europe du Conseil Mondial du Bâtiment Durable (World Green Building Council – WGBC), en partenariat avec le CAE et d'autres organisations, avait pour objectif de formuler des recommandations aux États Membres pour le développement de leurs stratégies nationales de rénovation. L'objectif était de créer une communauté d'acteurs afin de lutter contre la fragmentation du secteur, d'élaborer une stratégie pour des actions coordonnées et de définir des indicateurs permettant de suivre les progrès réalisés. Six délégués du CAE ont participé à cet événement – dont le Président du CAE Luciano Lazzari qui a présidé une table ronde sur les compétences et présenté le projet italien RI-USO. Le projet PROF/TRAC a également été présenté. À l'occasion de ce sommet, le CAE a publié sa Vision pour la régénération du parc immobilier européen.

Les résultats du Sommet ont été soumis à l'Alliance Mondiale pour les Bâtiments et la Construction (Global ABC). Un deuxième sommet aura lieu à Bruxelles en 2017 pour présenter les principales conclusions et poursuivre les discussions avec les décideurs nationaux et européens.

Plus tôt dans l'année, le CAE a rejoint la Global ABC - une alliance mondiale des parties prenantes du secteur de la construction, officiellement lancée lors de la COP21. La Global ABC a pour objectif d'aider le secteur de la construction à contribuer à limiter le réchauffement de la planète à moins de 2°C ; aligner les initiatives existantes pour réaliser des économies d'échelle ; agir comme catalyseur pour renforcer les actions sectorielles et intersectorielles en matière de changement climatique.

Le CAE a participé à la première réunion de l'Alliance pour discuter des enjeux auxquels le secteur est confronté, proposer des principes de gouvernance et les modalités opérationnelles de l'Alliance et préparer un programme de travail pour 2016-2018. Pedro Ravara a participé à la Journée des Bâtiments organisée par la Global ABC lors de la 22^{ème} Session de la Conférence des Parties (COP22) à Marrakech lors de laquelle il a réitéré les engagements du CAE en matière de changement climatique et rappelé les initiatives entreprises par le CAE dans le cadre de sa campagne «Architectes Contre le Changement Climatique».

Le CAE s'est félicité de l'Accord de Paris et du leadership de l'UE qui s'est engagée à réduire d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40% par rapport aux niveaux de 1990. Les bâtiments étant responsables de 40% des émissions de CO2 en Europe, la réalisation de l'objectif de l'UE ne sera possible que si des mesures politiques ambitieuses sont prises dans le secteur des bâtiments.





SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU – pour défendre l'intérêt public

Coordinateur: Dubravko Bacic



MAISON DE LA LOGISTIQUE ET DE LA MOBILITÉ (HOLM)
Frankfurt/Main, Allemagne
Architecte : AS&P
Photo : Uwe Dettmar

ECOLE – Dubravko Bacic

La collaboration étroite avec le réseau des écoles (AEEA) s'est poursuivie. Le Groupe de travail conjoint s'est réuni en mars et nous avons eu une réunion conjointe avec la DG Culture au mois de juin pour discuter des sujets d'intérêt commun - en particulier entre le Prix du meilleur diplôme du CAE-AEEA-IMU et le *Young Talent Architecture Award* (YTAA) récemment lancé par la Fondation Mies van der Rohe en collaboration avec la DG EAC. Le CAE a également participé à la conférence annuelle de l'AEEA à Delft.

Le CAE, l'AEEA et 8 écoles d'architecture ont développé le projet ERASMUS+ « *Faire face à des problèmes épineux : adapter l'éducation architecturale à la nouvelle situation en Europe* ». Des rapports intermédiaires ont été publiés sur les connaissances professionnelles, le patrimoine et la durabilité.

DIRECTIVE QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES, FORMATION & FPC – Margaret Hynds o'Flanagan

Le principal résultat du Groupe de travail a été la préparation de la réponse du CAE à la consultation de la Commission européenne sur la réglementation des professions. Le CAE a présenté ses commentaires sur les raisons de la réglementation d'une profession mais n'a pas souhaité commenter les différents plans d'action nationaux. Estimant que certaines questions pouvaient induire en erreur, le CAE n'a pas répondu à l'intégralité du questionnaire.

Des enquêtes ont été menées sur l'apprentissage tout au long de la vie et sur l'accréditation. Des rapports complets seront finalisés pour l'Assemblée du printemps 2017. Ces enquêtes cherchent un meilleur alignement avec les normes internationales, pour soutenir les négociations d'ARM. Des questions demeurent sans réponse, notamment quant à savoir si la réglementation peut être un facteur de mobilité.

Proportionnalité de la réglementation

L'exercice de transparence (cf. art. 59 de la Directive Qualifications) avait pour objectif de :

- Promouvoir la mobilité et encourager le développement des services transfrontaliers
- améliorer la concurrence et l'emploi dans le secteur des services professionnels
- servir au mieux les consommateurs.

La Commission évaluera la nécessité / proportionnalité de toute nouvelle réglementation : veiller à ce que les barrières à l'entrée soient justifiées et proportionnées afin de protéger l'intérêt public (santé / sécurité des consommateurs) ; considérer l'impact sur la mobilité, la qualité, les salaires, les coûts pour les consommateurs / l'innovation / l'emploi et la croissance économique – et assurer l'échange des meilleures pratiques. Elle estime que le niveau d'ambition contenu dans les plans d'action nationaux est inégal et que les critères utilisés pour l'évaluation de la proportionnalité manque de clarté. En conséquence, elle propose deux initiatives concernant les professions réglementées en 2017:

Orientations sur les réformes nécessaires

L'objectif est d'attirer l'attention sur les exigences en matière d'accès et de conduite qui semblent particulièrement lourdes et inciter les États membres à examiner et moderniser l'environnement réglementaire actuel de certaines professions. La Commission procédera à un examen, profession par profession, en commençant par celles les plus importantes économiquement (dont les architectes). Il en résultera une évaluation quantitative / qualitative des niveaux de restriction sous forme de « fiches pays » accompagnées de recommandations adressées aux États membres, lesquels ont l'obligation légale de notifier à la Commission toute modification apportée à la réglementation des professions.

Test de proportionnalité pour les professions réglementées

La Commission présentera une méthodologie pour un test de proportionnalité visant à :

- *Améliorer la réglementation* : la Commission affirme que son objectif n'est pas de déréglementer ni d'imposer une nouvelle réglementation. Elle ne croit pas que l'absence de réglementation puisse produire de meilleurs résultats. Elle souhaite que les États membres mettent en place de meilleures réglementations / des réglementations plus intelligentes, adaptées aux objectifs et qui n'entravent pas la concurrence. Elle propose également des évaluations renforcées de la proportionnalité avant l'introduction de toute nouvelle réglementation professionnelle.
- *Améliorer l'accès aux professions*, dans tous les États membres, sans mettre en danger la sécurité des citoyens. Le test de proportionnalité préviendra l'adoption de mesures disproportionnées, reposera sur des critères issus de la jurisprudence de l'UE et n'entraînera pas de bureaucratie supplémentaire ou de nouvelles obligations de notification.

Le CAE souhaite mieux comprendre ce qui constitue une profession et pourquoi elle devrait être réglementée. La Commission s'intéresse principalement aux aspects économiques, alors que la réglementation de l'architecture va au-delà – elle concerne également la protection des consommateurs et la qualité du cadre de vie bâti. La base de données de l'UE sur les professions réglementées montre la diversité des systèmes de réglementation. Mais comment les divers systèmes fonctionnent-ils ensemble ? Par :

- des objectifs communs (notamment concernant la qualité, la protection des consommateurs) ;
- des normes et exigences clairement exprimées ;
- des réseaux solides (CAE, ENACA) comprenant des organismes professionnels nationaux qui comprennent l'interaction des divers systèmes.

Les modèles réglementaires ne sont pas des moteurs de la mobilité. Les moteurs sont plutôt : l'expérience, les opportunités, l'apprentissage, la culture, la vie (les relations) et l'économie. La Directive Qualifications Professionnelles peut faciliter la mobilité mais ne peut toutefois pas en être un moteur. Cependant, les moteurs mentionnés (expérience, opportunité, culture, vie, aspects économiques) peuvent également être des obstacles.

QUESTIONS RÉGLEMENTAIRES (RQI) – Richard Brindley

En 2016, le groupe RQI a mis à jour le Code de Déontologie du CAE et a rédigé la réponse du CAE à la consultation de la Commission européenne sur la possible introduction d'un passeport (/carte) de services professionnels. Le CAE a remis à la Commission un commentaire, plutôt que des réponses aux questions, qui pouvaient prêter à confusion. Tout en accueillant favorablement tout ce qui peut aider les architectes à prestre leurs services de manière plus efficace, le CAE s'est dit préoccupé par la carte et a exprimé les interrogations suivantes : est-elle destinée aux entreprises ou aux particuliers ? Comment les informations limitées dans le temps (comme l'assurance) seront-elles mises à jour ? Qui sera responsable de son administration ? - les organismes d'enregistrement ? les organisations professionnelles ? Qu'en est-il des coûts ? Quels sont les bénéfices ? Comment éviter le double emploi avec la carte professionnelle européenne (dont seulement 560 ont été émises !).

SERLACHIUS MUSEUM GOSTA PAVILLON

Mannta-Vilppula, Finlande

Architecte : MX_SJ

Photo : P.Pegenaute, T. Uusheimo





OPTIMISER LA MOBILITE PROFESSIONNELLE – pour stimuler les emplois et la croissance : Coordinateur : Georg Pendl

MARCHÉS PUBLICS / CONCOURS D'ARCHITECTURE G. Pendl / T. Maibaum

L'élaboration d'une version révisée des Règles du CAE pour les concours d'architecture avance. Le Groupe de travail a également examiné la tendance croissante à la participation du public aux concours d'architecture. Ces deux volets seront achevés début 2017, ainsi qu'une position politique sur les contrats sous les seuils.

Directives recours

L'année passée, le CAE a convenu de plaider pour que les organisations professionnelles obtiennent une « compétence en matière de plaintes » afin qu'elles puissent, si elles le souhaitent, porter plainte dans le cadre de procédures de passation de marchés irrégulières pour le compte d'une personne lésée. Par ailleurs, le CAE plaidera pour que des sanctions soient prises contre les autorités publiques qui n'appliquent pas correctement les règles.

MISSIONS & SERVICE – R. Schagemann

Position politique sur l'assurance

À la lumière du Document de Travail des services de la Commission publié en 2013, le CAE a développé une position sur l'assurance responsabilité professionnelle des architectes européens. Les préoccupations des architectes concernent l'équité, l'inefficacité et l'incertitude dans le secteur de la construction. La politique du CAE invite l'UE à publier des lignes directrices proposant des critères en matière de :

- délais pour faire une réclamation (cinq ans après la fin des services ou du projet) ;
- responsabilité relative aux erreurs réelles commises (plutôt qu'à des circonstances imprévues) ;
- répartition des responsabilités entre les parties (abolir la responsabilité conjointe et solidaire et envisager l'instauration d'une assurance-projet unique).
- **Certitude et rapidité des réclamations** – la grande disparité entre les périodes de réclamation d'un pays à l'autre génère des litiges inutiles et devrait être résolue, même si une date limite relativement simpliste devait être adoptée.
- **Présomption de responsabilité («res ipsa loquitur»)** – en principe, il existe une « charge de la preuve » pour étayer les allégations. Si l'on peut admettre que, dans certains cas, les circonstances indiquent directement une faute d'une partie déterminée (« la chose parle d'elle-même »), il ne faut pas supposer qu'une défaillance dans le bâtiment est toujours le résultat d'une erreur ou d'une omission de l'architecte et l'inversion de la charge de la preuve ne devrait être possible que dans des cas exceptionnels.
- **Les tribunaux** - Il peut y avoir une tendance des tribunaux à déclarer coupable de préférence une partie assurée plutôt que les parties qui ne le sont pas. Les tribunaux ne devraient pas recourir à l'assurance professionnelle des architectes pour remédier aux défauts des dispositions sociales.

Fiches pays en matière d'Assurance

Considérant que les résultats de l'étude ELIOS I (UE15) sont insuffisants, le CAE a commencé sa propre enquête couvrant quatre grands domaines : l'obligation légale d'être assuré en responsabilité ; pour les responsabilités après l'achèvement des travaux de construction ; pour les «réclamations faites» ou les «réclamations survenues» ; la durée de la responsabilité. Les réponses sont disponibles sur le site Internet du CAE.

L'étude ELIOS II était tout aussi décevante. Elle a conclu qu'en raison des grandes différences entre les régimes de responsabilité, les systèmes ne peuvent pas être harmonisés. Pour toute solution, elle propose la mise en place d'un facilitateur. Le CAE a soutenu le développement d'une plateforme par un groupe d'assurance mutuelle - «GEEAC». Le groupe a identifié cinq obstacles principaux : a) le rejet d'une couverture d'assurance par une compagnie d'assurance dans un autre État membre ; b) les délais de traitement longs pour répondre aux demandes ; c) l'accès limité à la couverture d'assurance en raison d'une situation juridique particulière ; d) les niveaux minimaux de prime disproportionnés ; e) l'exclusion de la couverture d'assurance, durée disproportionnée – et a ensuite cherché à fournir des solutions : a) une coopération stricte entre les membres du GEAAC (AT, BE, DE, ES, FR, IRL, LUX, NL) ; b) temps de réaction chez les membres du GEAAC : maximum 72 heures ; c) assurance locale par un membre du GEAAC dans le pays d'activité ; traitement des réclamations par le membre de GEAAC dans le pays d'activité et assistance dans le pays d'origine par le membre du GEAAC dans la langue maternelle (y compris la documentation d'assurance) ; d) le niveau des primes locales (dans le pays d'activité) (mais prise en compte des situations de risque individuelles) ; e) pas d'exclusion, ni de disproportionnalité.

INTERNATIONALISATION (Commerce des services)

Ian Pritchard

En septembre, Le CAE et le Regroupement des Ordres d'Architectes du Canada (REAC-CALA) ont signé un projet d'Accord de Reconnaissance Mutuelle (ARM), qui a par la suite été approuvé par l'Assemblée générale du CAE et le Comité international du REAC. Il a également été présenté à la commission INTA du Parlement européen, au Réseau européen des autorités compétentes (ENACA), à la DG GROW et au Groupe d'experts créé dans le cadre du Groupe des coordinateurs. L'accord final devrait être signé à Montréal au second semestre 2017 et soumis au Comité ARM créé dans le cadre du CETA, qui sera appliqué de manière provisoire. Les contacts avec le KIRA (Corée du Sud) sont également maintenus en vue de conclure un accord en 2017.

ENTREPRENARIAT – Indrek Näkk

Des travaux ont été entrepris pour élaborer des termes de référence mettant l'accent sur les nouveaux modèles d'entreprise et un programme de travail visant à aider les PME à acquérir de nouvelles compétences et à bénéficier des programmes promouvant l'exportation des services. Les sujets internationalisation et nouveaux modèles économiques seront fusionnés en un seul groupe de travail (task-force) en 2017.

MODÉLISATION DES DONNÉES DU BÂTIMENT (BIM)

Lars Jarle Nore

Le groupe de travail BIM, actif depuis 2015, sert de plateforme aux Organisations membres pour partager leurs expériences et informations ainsi que pour le développement de positions communes. En juin, des représentants du Groupe ont rencontré l'unité de la DG GROW en charge du BIM pour présenter leurs activités et objectifs. En septembre 2016, le CAE a été officiellement accepté au Comité Technique (CT) du CEN 442 et est représenté dans les quatre groupes de travail du CT 442. Le groupe a également renforcé ses liens avec le groupe de travail BIM de l'UE, le groupe de travail BIM de l'EFCA et travaille à l'intégration du BIM dans la charte Missions & Services du CAE.



PROMOUVOIR UNE ARCHITECTURE RESPONSABLE – Pour améliorer la qualité de vie

Coordinateur : Pedro Belo Ravara

ENVIRONNEMENT ET ARCHITECTURE DURABLE

Judit Kimpian

J. Kimpian a rencontré la DG ENER pour discuter de la réponse du CAE à la consultation sur la Directive relative à la Performance Énergétique des Bâtiments (EPBD). Elle a défendu le fait que la configuration spatiale et matérielle d'un bâtiment est l'un des déterminants les plus importants de l'expérience des occupants en termes de confort, de sécurité et de productivité, et qu'elle affecte la manière dont l'énergie est utilisée dans le bâtiment. Des améliorations de la performance énergétique des bâtiments ne sont possibles que si les incitations ciblent les trois piliers de la performance des bâtiments : faible consommation énergétique, haute qualité de l'environnement intérieur et satisfaction des occupants. Le CAE appelle à la mise en place d'un système de retour d'information et d'analyse comparative transparent et harmonisé de la consommation énergétique des bâtiments ; la divulgation obligatoire des performances réelles des bâtiments ; et la mesure et la vérification de la performance énergétique des bâtiments en exploitation.

Le CAE a également émis des recommandations pour le développement opérationnel d'un système européen commun de certification volontaire pour les bâtiments non résidentiels (EVCS). Le CAE a plaidé pour un système de notation harmonisé.

Consultation sur la Directive Efficacité Énergétique

En janvier 2016, le CAE a répondu à une consultation de la Commission sur le réexamen de la Directive Efficacité Énergétique (EED). Le CAE se félicite du fait que, en prévoyant un cadre législatif pour 2020 et au-delà, l'EED a considérablement stimulé les activités nationales, la réflexion et les investissements stratégiques pour l'amélioration de l'efficacité énergétique. Un objectif de 40% d'économie d'énergie pour 2030 est nécessaire pour réaliser dans tous les secteurs tous les investissements en matière d'efficacité énergétique. Alors que les États membres se lancent dans l'un des plus grands efforts de rénovation jamais entrepris, le CAE souligne qu'il est possible d'améliorer de manière significative l'emploi des mesures d'efficacité énergétique en liant les instruments financiers à la conception et la rénovation architecturale.

Réponse à la stratégie de l'UE sur le Chauffage et de Refroidissement

En février 2016, la Commission européenne a adopté une nouvelle stratégie sur le Chauffage et le Refroidissement, traitant de l'énergie utilisée pour le chauffage et le refroidissement dans les bâtiments et l'industrie. Le CAE s'est dit préoccupé par l'hypothèse selon laquelle la solution puisse être l'application généralisée de contrôles « intelligents » (électroniques) aux systèmes de chauffage et de refroidissement. Le CAE estime que la Commission ne tient pas suffisamment compte des retours d'informations des évaluations



de la performance des bâtiments, qui démontrent que les contrôles électroniques sont l'un des plus grands risques d'une consommation excessive d'énergie et sont souvent responsables d'une mauvaise qualité de l'environnement intérieur. Des études montrent que les économies d'efficacité énergétique escomptées à partir de solutions mécaniques automatisées atteignent rarement les niveaux prévus. Le CAE plaide pour une plus grande reconnaissance des déterminants architecturaux de la performance des bâtiments, en incorporant non seulement la conception avancée et les technologies intelligentes dans les bâtiments mais aussi la configuration et la matérialité des bâtiments qui ont un impact énorme sur la manière dont les occupants perçoivent le confort et le bien-être.

Consultation sur les indicateurs pour l'évaluation de la performance environnementale des bâtiments

En octobre 2016, le CAE a répondu à la consultation de l'UE sur les projets d'indicateurs pour l'évaluation de la performance environnementale des bâtiments. Ces indicateurs aideront les professionnels de la construction et les clients à hiérarchiser leurs actions en matière d'améliorations environnementales, et faciliteront la comparaison des données et résultats obtenus via les systèmes d'évaluation et de certification. Le CAE est représenté par Judit Kimpian dans le Comité Directeur de la DG ENV.

Le CAE accueille favorablement cette initiative et estime que les trois piliers de la performance des bâtiments devraient être évalués : la qualité de l'environnement intérieur, la satisfaction des occupants et les ressources nécessaires pour y parvenir. Un ensemble d'indicateurs clairs et mesurables permettrait aux professionnels de comparer la performance des bâtiments prévue en phase de conception avec celle atteinte une fois en opération.

Réponse au paquet énergie propre

En novembre 2016, la Commission européenne a dévoilé un ensemble important de mesures - « Une énergie propre pour tous les Européens » - comprenant des propositions pour réviser les Directives sur l'efficacité énergétique (EED) et la performance énergétique des bâtiments (EPBD).

Le CAE s'est félicité de cette opportunité d'améliorer le cadre réglementaire de l'UE en matière d'énergie. Tout au long de la procédure législative en 2017, le CAE collaborera avec le Conseil et le Parlement européen pour une plus grande reconnaissance du rôle de l'architecture pour améliorer la performance environnementale des bâtiments. Le cadre législatif en matière d'efficacité énergétique devrait donner une plus grande priorité aux solutions architecturales qui permettent d'améliorer la performance à long-terme des bâtiments,



y compris une meilleure hiérarchisation des solutions passives, à faible intensité technologique, testées localement qui ne consomment pas d'énergie. Trois principes guideront le travail du CAE :

- La crédibilité des Certificats de Performance Énergétique (certificats PEB) doit être améliorée de manière à ce qu'ils puissent étayer les incitations fiscales et législatives en matière d'efficacité énergétique. Ils doivent inclure la validation de la performance réellement atteinte en opération, basée sur une méthodologie standardisée pour comparer les calculs de conformité avec la mesure de l'énergie utilisée, afin de créer un cercle vertueux de retour d'information pour stimuler une amélioration en continue des bâtiments.
- Ces dernières années, des législations axées sur des solutions techniques à l'efficacité énergétique ont eu pour conséquence de réduire l'intérêt économique de procéder à la rénovation spatiale et architecturale dans le cadre d'une rénovation éco-énergétique. De nouvelles incitations financières et législatives sont nécessaires pour associer la rénovation fonctionnelle et architecturale à l'amélioration de l'efficacité énergétique.
- Afin de réduire efficacement la consommation des ressources naturelles nécessaires pour réaliser de meilleurs environnements intérieurs, il est crucial de mesurer ce que nous nous efforçons de contrôler. Des indicateurs harmonisés et transparents applicables tout au long du cycle de vie sont nécessaires pour couvrir les trois piliers de la performance des bâtiments.

ARCHITECTES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Nicholas Galabov

Le CAE continue de sensibiliser le public, les professionnels de la construction et les décideurs aux solutions que l'architecture peut apporter pour atténuer les pires effets du changement climatique. Suite à la publication du *Manifeste pour une architecture responsable* en collaboration avec l'UIA, le CNOA et le CIAF, le CAE a rejoint l'*Alliance Mondiale pour les Bâtiments et la Construction* en avril 2016, a participé au Sommet des Leaders à Madrid en septembre et à la COP22 à Marrakech en novembre (voir Points clés).

QUESTIONS URBAINES

Eugen Panescu

Le Programme Urbain pour l'UE et le Nouvel Agenda Urbain

En mai 2016, les ministres de l'UE ont approuvé le Pacte d'Amsterdam, énonçant les principes d'un Programme Urbain pour l'UE. Au cœur de ce programme figurent le développement de 12 partenariats thématiques sur 12 enjeux urbains : 1) l'intégration des migrants

et des réfugiés ; 2) la qualité de l'air ; 3) la pauvreté urbaine ; 4) le logement ; 5) l'économie circulaire ; 6) les emplois et compétences dans l'économie locale ; 7) l'adaptation au climat ; 8) la transition énergétique ; 9) l'utilisation durable des terres et les solutions basées sur la nature ; 10) la mobilité urbaine ; 11) la transition numérique ; 12) des marchés publics novateurs et responsables.

Les partenariats permettront aux villes, aux États membres, aux institutions de l'UE et aux parties prenantes d'améliorer les zones urbaines de l'UE. Le CAE accueille favorablement l'adoption de cet ambitieux programme et élaborera en 2017 des recommandations pour les 12 partenariats thématiques.

En octobre, Eugen Panescu, a participé à la conférence Habitat III à Quito (Équateur). La conférence a abouti à l'adoption d'un Nouvel Agenda Urbain définissant le cadre d'une action mondiale pour la création de villes socialement inclusives, résilientes, économiquement prospères et économes en énergie. À Quito, l'UE s'est engagée à : 1) contribuer au Nouvel Agenda Urbain à travers du Programme urbain pour l'UE ; 2) élaborer une définition globale et harmonisée des villes, en partenariat avec l'OCDE / Banque mondiale, afin de faciliter la comparaison des données à travers le monde ; 3) Favoriser la coopération entre les villes dans le domaine du développement urbain durable, pour élaborer / mettre en œuvre des plans / projets d'action locaux sur des priorités communes (accès à l'eau, aux systèmes de transport, à la santé ou au logement).

Atelier CAE-OA, Lisbonne: les villes sources de problèmes et sources de solutions

Le CAE et l'Ordem dos Arquitectos portugais ont organisé un atelier dans le cadre de la Triennale d'architecture de Lisbonne réunissant des architectes et des experts locaux / nationaux / européens pour discuter des défis auxquels les villes de l'UE sont confrontées et des solutions que l'architecture peut apporter. Mme Isabel Nico, Secrétaire Générale Adjointe du Ministère portugais de l'Environnement et M. João Santa Rita, Président de l'OA, ont ouvert l'atelier qui a porté sur les outils / programmes de l'UE, le Programme urbain de l'UE, la nouvelle version du Cadre de Référence pour les Villes Durables (RFSC) et le programme URBACT III. Des architectes portugais et européens ont ensuite discuté de la façon de réduire la pauvreté urbaine et la ségrégation sociale et comment régénérer les bâtiments et les zones sous-utilisées.



PROJETS FINANCÉS PAR L'UE

Project Officer, Dr. Veronika Schröpfer

En 2016, le CAE a participé à cinq projets financés par l'UE. Le projet iNSPIRe, financé par le 7ème Programme Cadre (FP7), s'est clôturé avec succès fin septembre. Le projet FP7 A2PBEER, le projet ERASMUS+ en coopération avec l'AEAA (Association Européenne pour l'Enseignement de l'Architecture) et le projet Horizon 2020 PROF/TRAC ont continué en 2016. En outre, un nouveau projet H2020 sur le développement du marché de l'efficacité énergétique via une transformation architecturale et énergétique significative, appelé ABRACADABRA, a débuté en mars.

Tous ces projets traitent des questions liées à la durabilité, au changement climatique, à l'efficacité des ressources et à la rénovation des bâtiments. Les projets développent par exemple des matériaux et des technologies novateurs, une formation professionnelle continue (FPC) et un meilleur enseignement de l'architecture, des modèles économiques pour financer des rénovations énergétiques et des prises de position. A travers ces projets, le CAE cherche à promouvoir le rôle des architectes dans la construction et la régénération urbaine, à influencer la recherche de pointe et à la rendre applicable pour les architectes européens.

iNSPIRe

(Octobre 2012- Septembre 2016)

www.inspirefp7.eu



Durant quatre ans, le projet a développé cinq différents kits systémiques de rénovation applicables aux bâtiments résidentiels et tertiaires, permettant aux résidents de rester à l'intérieur du bâtiment lors de la rénovation. L'objectif est de réduire la consommation d'énergie primaire d'un bâtiment à 50kWh/m2 par an. Le caractère novateur des kits est qu'il intègre les différents composants de rénovation dans des enveloppes de bâtiments isolées préfabriquées. Ces composants comprennent des systèmes HVAC, des systèmes d'éclairage et d'ombrage, les tuyauteries et les conduits ainsi que des systèmes de production d'énergie.

Le projet iNSPIRe s'est achevé à la fin du mois de septembre 2016 par une conférence spéciale portant sur une nouvelle compréhension de la rénovation énergétique efficace. Le CAE a préparé un Guide qui résume les résultats du projet, y compris les leçons tirées des sites de démonstration. Le guide est destiné aux architectes européens, aux propriétaires d'immeubles et aux pouvoirs adjudicateurs de marchés publics. Il est disponible sur le site Internet du CAE.

Les bâtiments de démonstration de Madrid (ES) et de Ludwigsburg (DE) ont été achevés avec succès et peuvent être visités. Un moment important de l'année fut l'Atelier spécial iNSPIRe qui s'est déroulé durant l'Assemblée générale du CAE à Berlin en avril. Le coordinateur et deux architectes impliqués dans les bâtiments de démonstration ont partagé leur expérience et les leçons qu'ils en ont tirées.

A2PBEER

(Octobre 2013- Septembre 2017)

www.a2pbeer.eu



Le projet A2PBEER a pour objectif de développer une méthodologie systémique pour la rénovation éco-énergétique des bâtiments publics et de tirer profit de synergies d'interventions au niveau du quartier. La méthodologie A2PBEER inclut à la fois des solutions déjà disponibles et les plus innovatrices de celles qui auront été développées par le projet comme une "rénovation haute performance de l'enveloppe" basée sur une rénovation de façade externe et interne super-isolée, des fenêtres et des systèmes d'éclairage intelligents combinant des LED et la lumière naturelle ainsi que la «Double sub-station thermique intelligente» ("Smart Dual Thermal Substation"), une nouvelle approche du chauffage urbain. Un « kit-concept » sera appliqué au développement de nouvelles solutions afin de déployer des solutions adaptables et abordables.

A2PBEER a réalisé deux outils gratuits en ligne pour la réhabilitation des bâtiments publics, qui sont disponibles sur le site Internet du projet : la boîte à outils du guide de soutien aide les parties prenantes à prendre des décisions optimales sur la façon d'améliorer la performance énergétique de leur bâtiment ou district public. L'outil financier utilise une simple feuille Excel qui se concentre sur l'analyse financière, le retour sur investissement, le contrôle des coûts et l'évaluation de la réhabilitation des bâtiments publics.

Le point culminant de 2016 a été le premier cours de formation des formateurs sur les technologies innovantes pour la rénovation des bâtiments publics qui s'est déroulé à Bilbao en septembre. Le CAE a envoyé M. Borja Izaola, membre du groupe de travail ESA du CAE et délégué du CSCAE pour assister au cours. Il formera à son tour au moins 25 architectes espagnols. Nous attendons avec impatience 2017 : des séminaires en ligne seront mis en ligne sur les différentes unités de formation, disponibles pour tout le monde, à tout moment et gratuitement.

Erasmus+: The 'wicked' project

Septembre 2014 - Août 2017)

<https://www.facebook.com/pages/ACE-EAAE-Erasmus-project/821358584626291>

ACE-EAAE-Erasmus-project/821358584626291

Ce projet qui a pour titre « Faire face à des problèmes épineux : adapter la formation des architectes à la nouvelle situation en Europe » organise trois groupes de réflexion dans les domaines de la profession, du patrimoine et de la durabilité. Deux réunions transnationales se sont déroulées chaque année pour les trois groupes de réflexion ainsi que des activités annuelles d'apprentissage /d'enseignement/de formation afin de mettre en œuvre directement les nouvelles idées dans le programme sd'architecture. Le CAE est représenté par deux experts dans chaque groupe de réflexion. Les résultats des deux premières années ont été présentés lors de la conférence de l'AEAA à Delft au mois de septembre et les rapports sont disponibles sur le site de l'AEAA : <http://www.eaae.be/activities/wicked-problems/>. Le projet s'achèvera en septembre 2017 par une conférence finale.





JARDIN D'ENFANTS
Rhineland-Palatinat, Kastellaun, Allemagne
Architecte : Architekten Wendling
Photo : Jürgen Fey

PROF/TRAC

(Mars 2015 - Février 2018)

www.profrac.eu

PROF/TRAC développe et maintient une plateforme ouverte d'éducation pour le développement professionnel continu. Cette plateforme s'adresse aux experts techniques, aux architectes, aux ingénieurs et aux gestionnaires impliqués dans la conception et la construction « nZEB » (bâtiment dont la consommation d'énergie est quasi nulle). En particulier, la collaboration entre ces professions est nécessaire pour développer une compréhension mutuelle des disciplines de chacune et pour combiner les compétences pour réaliser la construction idéale nZEB et la modernisation en terme de performance de qualité, efficacité énergétique et efficacité des coûts.

La première étape consiste à cartographier les compétences et les qualifications existantes dans l'UE et à comparer celles-ci avec les compétences requises pour les nZEB. Par la suite, le résultat sera comparé avec les qualifications existantes, les sources de connaissances, les programmes d'éducation, la formation post-initiale et les structures d'accréditation et de certification, ainsi qu'aux actions de compétence BUILD-UP. Cela a déjà été fait dans sept pays pilotes. Sur cette base, le projet a développé une formation « train the trainer » (former les formateurs), ouverte aux formateurs FPC de toute l'Europe.

2016 était une grande année pour les architectes de ce projet, car le CAE a impliqué six de ces organisations membres. Les Organisations membres italiennes et slovènes du CAE sont partenaires du projet depuis le début. L'Association des Architectes Danois a participé à la formation « Train the Trainers » en février 2016 et met en œuvre les principes PROF/TRAC dans sa FPC. Les Organisations membres tchèque, croate et irlandaise ont participé à la seconde session de formation en Croatie en septembre 2016.

En 2017, le CAE va promouvoir le jumelage entre les différentes professions qui ont déjà participé à l'une des formations pour échanger leurs connaissances et conduire des cours de FPC ensemble.



PROF / TRAC

ABRACADABRA

(Mars 2016- Février 2019)

www.abracadabra-project.eu



Ce nouveau projet Horizon 2020 a débuté en mars. Ce projet d'une durée de trois ans porte sur le développement du marché de l'efficacité énergétique et est basé sur l'hypothèse que les avantages qui ne se rapportent pas directement à l'énergie jouent un rôle clé dans la rénovation profonde des bâtiments existants. En particulier, les actions seront axées sur le principal avantage suivant: la génération d'une augmentation substantielle de la valeur immobilière des bâtiments grâce à une transformation architecturale et énergétique importante pour aller au-delà de la performance énergétique minimum et atteindre la consommation quasi nulle d'énergie (Nearly Zero Energy buildings - nZEBs).

Des ateliers nationaux sont organisés tous les six mois en Italie, Grèce, Espagne, Norvège, Roumanie, aux Pays-Bas et en Lettonie, qui sont ouvertes à tous les groupes intéressés. Les réunions portent sur les outils techniques, réglementaires et financiers destinés à augmenter le taux de rénovation du parc immobilier de l'UE. Toutes les positions des ateliers nationaux seront ensuite présentées à des ateliers internationaux biannuels coordonnés par le CAE.

En 2016, il faut souligner la première conférence internationale organisée à Bologne en Italie au mois de juin. La Projet Officer du CAE a présidé la session spéciale sur la valeur de la qualité architecturale de l'ajout d'espace durant les éco-rénovations qui a présenté le travail de trois architectes européens

En 2017, les premiers documents de position verront le jour et plus d'ateliers nationaux et internationaux seront organisés.



COMMUNICATIONS

Lionel Dunet

NOUVELLE CHARTE GRAPHIQUE

Le CAE a élaboré une nouvelle Charte graphique sous la forme d'un document expliquant les caractéristiques que les publications du CAE devront respecter. La Charte graphique renforcera l'identité visuelle du CAE, améliorera sa qualité et garantira que toutes les publications du CAE sont visuellement cohérentes. Les principes de la Charte graphique du CAE seront également appliqués à l'Etude de Secteur du CAE.

MÉDIAS SOCIAUX

655 personnes sont abonnées au profil Twitter du CAE (250 de plus qu'en 2015). Le niveau d'activité y est élevé avec une moyenne mensuelle de 35 tweets (plus d'un tweet par jour) et près de 8500 vues par mois.

La page Facebook du CAE est suivie par 3300 personnes, soit 700 de plus qu'en 2015. Les messages postés sur Facebook ont atteint en moyenne 11.000 utilisateurs avec un niveau élevé d'engagement.

LETTRES D'INFORMATION

En 2016, le CAE s'est efforcé de rendre sa lettre d'information plus riche et plus intéressante. Le Bulletin d'information aux Organisations Membres (MOIS – Member Organisations Info Sheet) a été publié quatre fois, complété par deux éditions spéciales suite aux Assemblées Générales. Le ACE Info, publié à cinq reprises, contient désormais un entretien avec un architecte européen, afin de donner un aperçu plus complet de l'architecture en Europe.

PUBLICATIONS

En 2016, le CAE a publié les huit positions politiques à l'appui du Manifeste du CAE pour les élections du Parlement européen. Elles peuvent être téléchargées au format PDF sur le site Internet du CAE, ainsi qu'une position sur l'assurance.



SPONSORSHIP, PARRAINAGE & PARTENARIATS

Le CAE a publié quatre articles dans la "Design & Build Review" et a conclu un accord avec la conférence GeoBIM portant sur une diffusion mutuelle d'informations.





ALLIANCES STRATEGIQUES ET RESEAUX

Le CAE a développé des relations avec d'autres réseaux pour renforcer la voix de la profession dans l'UE.

ORGANISATIONS MEMBRES – tandis que le CAE défend des positions communes auprès de la Commission et des commissions parlementaires, nous comptons sur les organisations membres pour les présenter à leurs propres Députés, Ministres du Conseil et coordinateurs nationaux. La Commission peut prétexter l'absence de demande des États membres en réponse à nos propositions, c'est pourquoi il est essentiel que les Organisations membres prennent en charge la dimension nationale.

Le CAE valorise ses alliances stratégiques et continue de collaborer avec des réseaux partenaires pour affiner l'efficacité de son engagement.

ASSOCIATIONS EUROPÉENNES DES ECOLES D'ARCHITECTURE (AEEA) – Le CAE et l'AEEA continuent de se réunir au sein du Groupe de travail conjoint pour permettre l'interaction avec les représentants des écoles d'architecture. Ceci a constitué la base du projet commun ERASMUS+, la création du Prix CAE-AEEA-Ion Mincu du meilleur travail de fin d'étude de la conférence CAE-AEEA de 2017.

RÉSEAU EUROPÉEN DES AUTORITÉS COMPÉTENTES D'ARCHITECTES (ENACA) – le CAE et l'ENACA ont élaboré des enquêtes communes sur l'accréditation et la formation professionnelle continue. Les résultats seront présentés lors de l'Assemblée Générale du CAE du printemps 2017.

UNION INTERNATIONALE DES ARCHITECTES (UIA) – le Secrétaire Général du CAE participe à la réunion annuelle de la Commission Exercice Professionnel de l'UIA qui développe actuellement des positions sur la sous-traitance, le BIM, le plagiat, le recours aux stagiaires non rémunérés, les services gratuits et la résolution des litiges. Il participe également aux réunions de la Région I de l'UIA pour discuter des sujets d'intérêt communs.

ORGANISATIONS RÉGIONALES – Le CAE continue de développer la coopération avec les organisations régionales du monde entier : le Conseil Régional des Architectes d'Asie (ARCASIA), l'Union Africaine des Architectes (AUA), la Fondation Panaméricaine des Associations d'Architectes (FPAA) et d'autres.

AUTRES ORGANISMES DE L'INDUSTRIE – Le CAE continue de travailler en étroite collaboration avec d'autres organisations paneuropéennes de l'industrie de la construction notamment l'EFCA, la FIEC, l'EHF.

SATELLITE DE L'AÉROPORT DE MUNICH
Munich, Allemagne
Architecte: K+P+Partner Architekten und Stadtplaner
Photo: Stefan Muller-Naumann

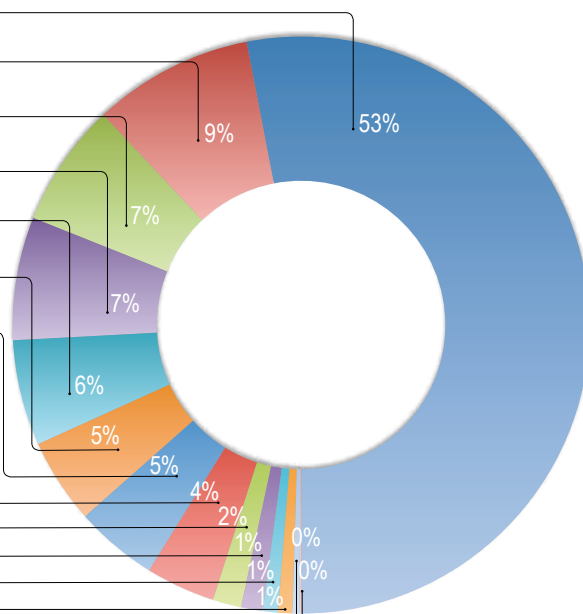


RAPPORT DE LA TRESORIERE ET RÉSULTATS FINANCIERS POUR 2016

Paula Huotelin

DEPENSES

Frais de personnel	€ 421.127
Dépenses du Bureau exécutif	€ 71.436
Amortissements & provisions	€ 54.956
Projets	€ 54.771
Locaux	€ 47.062
Dépenses liées aux réunions du CAE	€ 37.987
Autres coûts opérationnels	€ 36.818
Honoraires professionnels	€ 30.385
Communications	€ 12.748
Dépenses liées aux véhicules moteurs	€ 9.567
Assurance	€ 6.764
Fourniture de bureau et services	€ 6.366
Entretien	€ 3.153
Dépenses financières	€ 632
Transfert vers le fond de réserve	€ 92.780



DEPENSES TOTALES

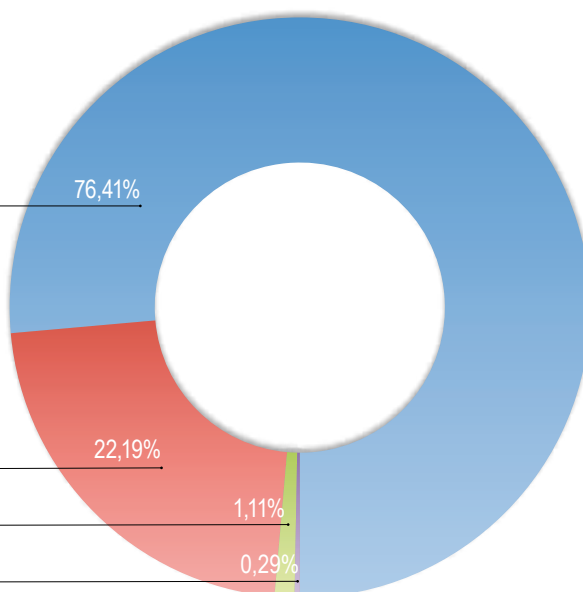
€ 794.133

REVENUS

Contributions des membres	€ 677.687
Activités	€ 196.825
Dépenses récupérées	€ 9.851
Revenus financiers	€ 2.550

REVENUS TOTAUX

€ 886.913



STRUCTURE DU CAE

(Gouvernance, Membres)

Le Conseil des Architectes d'Europe est une Association Internationale Sans But Lucratif. Elle est composée d'une Assemblée générale, d'un Bureau exécutif et d'un Secrétariat permanent basé à Bruxelles

L'Assemblée générale est composée de délégués de toutes les Organisations membres. Elle constitue l'organe souverain et se réunit deux fois par an pour adopter les politiques et le budget du CAE.

La fonction du Bureau exécutif consiste à exécuter les politiques formulées par l'Assemblée générale et à garantir la bonne administration du CAE. Il est composé de 11 membres.

La principale fonction du Secrétariat consiste à soutenir la structure de gouvernance du CAE et à être l'interlocuteur permanent des institutions européennes pour la représentation des intérêts du CAE.

BUREAU EXÉCUTIF DU CAE EN 2016

Luciano Lazzari



Italie
Président

Paula Huotelin



Finlande
Vice-Président, Trésorière

Dubravko Bacic



Croatie
Coordinateur :
Accès à la Profession

Georg Pendl



Autriche
Coordinateur :
Exercice de la profession
& Commerce des services

Pedro Belo Ravara



Portugal
Coordinateur :
Architecture responsable

Richard Brindley



Grande-Bretagne
Groupe de travail
Questions réglementaires

Lionel Dunet



France
Communications

Lars Jarl Nore



Norvège
Modélisation
des informations
sur le bâtiment – BIM

Nicholas Galabov



Bulgarie
Campagne
Architectes contre
le changement
climatique

Eugen Panescu



Roumanie
Questions urbaines

Ruth Schagemann



Allemagne
Groupe de travail
Mission et Services

SECRÉTARIAT DU CAE - PERSONNEL

Ian Pritchard



Secrétaire Général

Caroline André



Head of Administration

Gerardo Ambrosecchia



Communications
& Administration Officer

Pierre Obajtek



Policy Officer

Veronika Schröpfer



EU Projects Officer

CONTEXTE POLITIQUE ET PRIORITÉS POUR 2017

L'actuel Trio de Présidences du Conseil de l'UE (Pays-Bas-Slovaquie-Malte) se poursuivra jusqu'en juin 2017 et continuera à mettre en œuvre le programme stratégique convenu par le Conseil européen de juin 2014, qui, en particulier vise à créer une Union pour l'emploi, la croissance et la compétitivité ; une Union qui protège tous ses citoyens ; une Union de l'énergie avec une politique climatique tournée vers l'avenir ; une Union de liberté, de sécurité et de justice ; et une Union acteur mondial de premier plan.

PRÉSIDENTE MALTAISE

L'approfondissement du marché unique est l'une des 10 priorités du Président Juncker. La stratégie ambitieuse de la Commission intitulée *Améliorer le marché unique : de nouvelles opportunités pour les citoyens et les entreprises* entrera dans sa deuxième année de mise en œuvre. Elle aura trois objectifs principaux :

- Créer de nouvelles opportunités d'affaires ;
- Encourager l'innovation / débloquent l'investissement ;
- Offrir des avantages / bénéfices aux consommateurs.

Pour assurer une croissance économique durable et la création d'emplois, la DG GROW continuera à développer la stratégie pour le marché unique des biens et des services, à mettre en œuvre le programme de meilleure réglementation et à soutenir les PME, afin d'assurer la compétitivité dans tous les domaines politiques de l'UE. Elle travaillera au rétablissement des niveaux d'investissement (nb: recherche) et des progrès rapides seront nécessaires sur les accords commerciaux. Le travail de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP21) se poursuivra pour réduire les émissions.

PROGRAMME DU PRÉSIDENT DU CAE

Le programme du Président du CAE comprend : le renforcement de la collaboration avec les institutions européennes ; la défense des intérêts des architectes dans les réponses politiques aux directives européennes ; une assistance politique aux organisations membres, si nécessaire ; la collaboration avec les écoles d'architecture, les autres professions et les organisations régionales ; aider la mobilité des professionnels en réponse aux défis de l'internationalisation (y compris le travail réglementaire, les nouveaux modèles économiques et le perfectionnement professionnel) ; l'amélioration de l'image du CAE, de ses communications et le partage des connaissances ; la rationalisation des ressources du CAE et le développement de la responsabilité éthique des architectes pour aider à atténuer les pires effets du changement climatique.

THÉÂTRE JIZDECKA
Pilsen, République Tchèque
Architecte : OBERMEYER Helika



PRIORITÉS STRATÉGIQUES POUR LES DOMAINES DE TRAVAUX DU CAE EN 2017

La Stratégie du CAE porte sur les domaines suivants :

1. SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU – pour protéger l'intérêt public

- **Education, formation & développement** – Promouvoir une plus grande convergence des normes, des approches communes du stage, de l'apprentissage tout au long de la vie, de l'accréditation ; préparer la révision de la Directive sur les Qualifications professionnelles en 2017 ;
- **Réglementation** – Surveiller la réglementation et son incidence sur la profession ; Répondre à la Stratégie pour le Marché unique (propositions de directive sur la proportionnalité et la Carte de Services) ;
- **Ethique & confiance** – Promulguer le code de déontologie récemment mis à jour dans le cadre du programme de convergence volontaire de l'UE (cf Directive Services).

2. FAVORISER LA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE – pour stimuler l'emploi et la croissance

- **Internationalisation & nouveaux modèles économiques** – Mettre l'accent sur l'internationalisation et les nouveaux modèles économiques pour aider à l'acquisition de compétences entrepreneuriales et bénéficier de l'aide de l'UE pour l'exportation.

Continuer de travailler pour aligner les normes européennes et internationales et conclure des accords de reconnaissance mutuelle avec les marchés clés ;

- **Pratique professionnelle** – Assister les prestataires de services transfrontaliers en développant les travaux sur l'assurance / les contrats ; promouvoir la sélection basée sur la qualité et les concours d'architecture dans les marchés publics et la compétence des 'plaintes' pour les organismes professionnels en vertu de la Directive sur les recours ;
- **Modélisation des données du bâtiment (BIM)** – Développer des positions du CAE sur BIM ;

3. PROMOUVOIR UNE ARCHITECTURE RESPONSABLE – pour améliorer la qualité de vie

- **Responsabilité** – Répondre au Paquet Energie (EPBD-EED-RED) ; développer le rôle des architectes dans la rénovation et la réduction de la consommation d'énergie ; contribuer aux initiatives post COP22 ;
- **Questions urbaines** – Aborder le Programme Urbain de l'UE ; dresser la carte des stratégies nationales de logement et développer une position sur les villes intelligentes ;
- **Valeur** – Travailler à la reconnaissance de la valeur de la conception vis-à-vis du cycle de vie du projet, en tant qu'investissement intelligent ; considérer l'impact de l'architecture sur la qualité de vie.
- **Recherche & Innovation** – Continuer à participer aux projets de l'UE ; conclure les travaux du projet ERASMUS+.

SOUTENIR DES NORMES PROFESSIONNELLES DE HAUT NIVEAU

EDUCATION, FORMATION & DÉVELOPPEMENT

Directive Qualifications Professionnelles

- Suivre les suites de l'**Examen de Transparence** (y compris les plans nationaux d'action) découlant de l'article 59 de la Directive Qualifications Professionnelles (DQP) et se préparer à la révision de la DQP en 2017 ;
- Soutenir le développement du **Stage** pour améliorer la mobilité internationale et accroître les opportunités pour les jeunes architectes ;
- Reconnaître l'importance de l'**Apprentissage tout au long de la vie** et le rôle de la profession dans la prestation de la FPC afin de s'assurer que les compétences des architectes restent à jour, en particulier en matière d'efficacité énergétique. Suivre la réponse à l'article 22 de la DQP (concernant la FPC) ;
- Conclure les travaux sur l'**accréditation** et l'**Apprentissage tout au long de la vie**.

Tenter d'arriver à une plus grande convergence dans le contenu et les objectifs des programmes éducatifs au titre de la Directive Qualifications Professionnelles.

Programme Ecoles

Collaborer avec l'AEEA pour organiser une conférence conjointe sur l'éducation (Rome, mai 2017) ; Finaliser les travaux du projet ERASMUS+ (Faire face à des problèmes épineux: Adapter la formation des architectes à la nouvelle situation en Europe) ; Organiser la 3ème édition du Prix CAE-AEEA-Ion Mincu du meilleur projet de fin d'étude et explorer la possibilité de fusionner avec le Prix Mies van der Rohe pour les Jeunes Talents.



DÉFENDRE UN ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE

Questions réglementaires

Coordonner la réponse du CAE à la **Stratégie pour le Marché unique** (y compris les recommandations sur la réglementation professionnelle, les Directives sur la Proportionnalité, la Carte de Services et les procédures de notification) ; suivre l'appel d'offre de recherche de la Commission «pour améliorer l'accès et l'exercice des professions réglementées».

Envisager les prochaines étapes de l'étude sur l'impact économique de la réglementation sur la profession et mettre à jour le document sur la politique de la concurrence du CAE (cartographie de la réglementation).

Mieux comprendre les principes réglementaires clés que le CAE peut utiliser pour défendre l'avenir de l'architecte. Revoir la résolution du Conseil de 2001 sur l'architecture pour faire en sorte que la valeur sociale, économique et publique de l'architecture soit reconnue. Utiliser des éléments positifs des directives de l'UE pour faciliter la mobilité au sein de l'UE et faciliter la prestation / l'établissement de services transfrontaliers. Suivre l'élaboration de normes européennes volontaires en matière de service.

ETIQUE & CONFIANCE

Promulguer le Code de Déontologie du CAE, établissant une norme pour la profession et la protection du consommateur.

OPTIMISER LA MOBILITE PROFESSIONNELLE

DÉVELOPPER DES RESSOURCES POUR SOUTENIR L'EXERCICE DE L'ARCHITECTURE DANS L'UE

Missions et Services, responsabilité & assurance

Promulguer la position politique sur l'assurance ; soutenir la plateforme GEEAC comme une solution possible aux problèmes d'assurance et élaborer une liste de points à contrôler pour les prestataires de services transfrontaliers.

Marchés publics & Concours d'architecture

Plaider pour la sélection basée sur la qualité ; encourager les Organisations membres à utiliser des options qui excluent les critères d'attribution basés uniquement les prix ou les coûts ; faire en sorte que les jeunes architectes et les PME puissent obtenir un meilleur accès aux marchés publics ; recueillir des exemples d'utilisation abusive des critères de sélection, des meilleures pratiques dans le choix de la procédure et des contrats inférieurs aux seuils.

Envisager des initiatives visant à améliorer les compétences des personnes qui commandent des travaux publics et à encourager les cadres décisionnels axés sur l'expertise. Plaider pour une compétence en matière de plainte pour les organismes professionnels en vertu de la Directive sur les recours.

Défendre les procédures d'attribution des marchés, au niveau national, qui donnent la priorité aux concours de conception avec négociation ; mise à jour des règles en matière de concours d'architecture / de passation des marchés publics ; élaborer des recommandations plus détaillées pour les concours de conception ; recueillir des arguments en faveur des concours de conception et des meilleures pratiques dans l'application des principes de base (transparence, non-discrimination, proportionnalité).

RÉPONDRE AUX DÉFIS DE L'INTERNATIONALISATION ET DES NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES

Commerce des Services

Négocier des **Accords de Reconnaissance Mutuelle (ARM)** pour permettre un accès réciproque aux marchés clés ; conclure l'ARM avec REAC CALA (Canada) ; continuer le dialogue avec NCARB (USA) ; assurer le suivi de l'ARM avec KIRA (Corée du Sud) pour approbation en septembre 2017 ; développer des interactions avec les organisations régionales et mondiales.

Nouveaux Modèles économiques & Export

Promouvoir des stratégies collaboratives d'innovation permettant l'émergence de nouveaux modèles économiques ; accroître la capacité du secteur de la construction par la collaboration et la responsabilité partagée ; explorer avec la DG GROW les moyens d'aider les membres (en particulier les PME) à être plus compétitifs au niveau mondial (y compris via les sources d'aide et de financement de l'UE pour l'exportation des services d'architecture).

MODÉLISATION DES DONNÉES DU BÂTIMENT (BUILDING INFORMATION MODELLING - BIM)

Analyser l'impact du BIM sur la qualité de la conception ; envisager la standardisation / l'échange de données en rapport avec le BIM ; réfléchir aux questions en matière de droit d'auteur, de contrats, d'honoraires, la portée du service et les produits livrables ; l'assurance responsabilité civile ; le rapport avec les marchés publics ; contrôle des services intellectuels ; FPC et éducation ; relations avec d'autres partenaires ; structures des bureaux ; l'indépendance vis-à-vis des fabricants de logiciels et la recherche scientifique. Suivre le travail du CEN/TC dans l'élaboration d'une norme européenne, ainsi que les travaux du groupe de travail BIM de l'UE. Le groupe de travail développera une série de positions communes, avec un accent particulier sur le rôle de l'architecte et du BIM dans l'éducation. Une session spéciale est prévue pour l'Assemblée générale d'automne.

PROMOUVOIR UNE ARCHITECTURE RESPONSABLE

RESPONSABILITÉ

Environnement & Architecture durable

Répondre au paquet Energie Propre en organisant un atelier sur l'efficacité énergétique et la performance des bâtiments ; s'engager auprès du Parlement et du Conseil européen. Poursuivre les travaux sur le cadre européen d'indicateurs sur l'efficacité des ressources ; l'initiative sur un passeport bâtiment ; le système commun de certification de l'UE pour les bâtiments non résidentiels (EVCS). En outre, réfléchir à une enquête sur l'enseignement de la résilience des bâtiments et l'efficacité des ressources, et développer une coopération plus étroite avec les autres parties prenantes du secteur de la construction.

Questions urbaines

Préparer des recommandations pour le développement des 12 partenariats du Programme Urbain européen ; entreprendre une cartographie des stratégies nationales de logement ; développer une position politique sur le renouvellement urbain et entamer l'organisation d'un atelier ou d'une conférence au cours de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018.

Architectes contre le changement climatique

Développer une brochure sur les meilleurs exemples d'architecture



en lien avec le changement climatique. Préparer la participation du CAE au second sommet des leaders (visant à élaborer des recommandations pour les stratégies nationales de rénovation)

VALEUR DE LA CONCEPTION

Travailler pour la reconnaissance de la valeur de la conception et sa pertinence, à travers le cycle de vie du projet, comme un investissement intelligent. Travailler à la reconnaissance du rôle des architectes dans la conception du cadre de vie bâti pour un avenir durable. Démontrer l'impact de l'architecture sur la qualité de vie.

RECHERCHE & INNOVATION

Recherche & Innovation (projets financés par l'UE)

Reconnaître l'importance de la recherche et de l'innovation. Élaborer des connaissances de référence basées sur des cas, des preuves et des performances. Favoriser la diversité et renforcer la compétitivité par la promotion de l'innovation.

Maintenir le Groupe Recherche et Innovation pour évaluer les demandes de participation à des projets financés par l'UE, donner des avis sur les projets existants, diffuser les résultats des projets européens et diffuser le contenu d'une plateforme de formation continue européenne. Diffuser des informations sur les opportunités pour les architectes et les organisations membres.

COMMUNICATIONS

En 2017, Le CAE finalisera sa Charte de Communications et créera un dépliant au «format poche», contenant des informations essentielles sur le rôle et les activités du CAE, en anglais et en français.

Le CAE renforcera ses relations avec les organisations membres afin de permettre une meilleure compréhension mutuelle des objectifs et des besoins communs ainsi qu'une meilleure coordination des actions.

Le CAE créera également une nouvelle section sur son site Internet pour satisfaire les demandes des Organisations membres et fournir des informations détaillées à la communauté des architectes en Europe.

Une base de données sur les Concours d'architecture en Europe sera finalisée ainsi que des liens vers les politiques architecturales des Etats membres de l'UE.

La page du site reprenant les positions politiques du CAE sera réorganisée avec une liste alphabétique plus pratique, afin de faciliter la recherche de document. La partie internationale du site s développe rapidement et continuera d'être enrichie, notamment avec un aperçu de l'état de l'assurance dans l'UE - des fiches par pays pourront être téléchargées.

De plus, le CAE s'efforcera d'améliorer sa communication audiovisuelle via des vidéos et des contenus multimédias.

CENTRE EUROPÉEN DE LA SOLIDARITÉ
Gdansk, Pologne
Architecte : Wojciech Targowski - Fort
Photo : Wojciech Kryński



LISTE DES ORGANISATIONS MEMBRES

ALLEMAGNE	Bundesarchitektenkammer BAK Bund Deutscher Architekten BDA Bund Deutscher Baumeister Architekten und Ingenieure BDB Vereinigung Freischaffender Architekten VFA
AUTRICHE	Bundeskammer der Architekten und Ingenieurkonsulenten BAIK
BELGIQUE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique FAB
BULGARIE	Chamber of Architects in Bulgaria CAB Union of Architects in Bulgaria UAB
CHYPRE	Cyprus Architects Association CAA
CROATIE	Croatian Chamber of Architects CCA
DANEMARK	Akademisk Arkitektforening AA Danish Association of Architectural Firms DA
ESPAGNE	Consejo Superior de los Colegios de Arquitectos de España CSCAE
ESTONIE	The Union of Estonian Architects UEA
FINLANDE	Finnish Association of Architects SAFA
FRANCE	Conseil National de l'Ordre des Architectes CNOA Syndicat d'Architecture SA Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes UNSFA
GRÈCE	Association des Architectes Diplômés SADAS-PEA Chambre Technique de Grèce CTG
HONGRIE	Chamber of Hungarian Architects MEK
IRLANDE	Royal Institute of the Architects of Ireland RIAI
ITALIE	Consiglio Nazionale degli Architetti, Pianificatori, Paesaggisti e Conservatori CNAPPC
LETTONIE	The Latvia Association of Architects LAA
LITUANIE	Architects Association of Lithuania AAL
LUXEMBOURG	Ordre des Architectes et des Ingénieurs Conseils du Grand-Duché de Luxembourg OAI
MALTE	Kamra tal-Periti KTP
NORVÈGE	Association of Consulting Architects in Norway ACA Norske Arkitekters Landforbund NAL
PAYS-BAS	Bond van Nederlandse Architecten BNA Bureau Architectenregister BA
POLOGNE	Association of Polish Architects SARP (à partir de 2016)
PORTUGAL	Ordem Dos Arquitectos OA
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Czech Chamber of Architects CCA
ROUMANIE	Architects' Chamber of Romania OAR
ROYAUME-UNI	Architects' Registration Board ARB Royal Institute of British Architects RIBA
SLOVAQUIE	Slovak Chamber of Architects SKA
SLOVÉNIE	Chamber of Architecture and Spatial Planning of Slovenia ZAPS
SUÈDE	Sveriges Arkitekter SA
SUISSE	Conférence Suisse des Architectes CSA
TURQUIE	Chamber of Architects of Turkey CAT
Membre observateur	
SERBIE	Union of Architects of Serbia UAS

